



DIRECTION DE LA BIBLIOTHÈQUE
SECTION DE LA RÉFÉRENCE ET DE L'INFORMATION

BIBLIOGRAPHIE

No 123

Autochtones du Québec
(autonomie, ententes et revendications)

Bibliographie sélective

par

Gilberte Boilard

Février 2008

TABLE DES MATIÈRES

AUTONOMIE GOUVERNEMENTALE	5
ENTENTES, TRAITÉS	15
REVENDEICATIONS.....	23

AUTONOMIE GOUVERNEMENTALE

1. **Aboriginal peoples and government responsibility : exploring federal and provincial roles.** Ottawa : Carleton University Press, 1989. 369 p.
323.1197071 A154p 1989

Les chapitres suivants : Federalism in the era of aboriginal self-government, Alan Pratt. Fiscal arrangements for aboriginal self-government, David C. Hawkes et Allan M. Maslove. Federal and provincial responsibilities for the Cree, Naskapi and Inuit under the James Bay and Northern Quebec, and Northeastern Quebec agreements, Evelyn J. Peters.

2. Affaires indiennes et du Nord Canada. **L'autonomie gouvernementale des autochtones.** Ottawa : Affaires indiennes et du Nord Canada, 2004.
http://www.ainc-inac.gc.ca/pr/pub/sg/plcy_f.html

« L'approche du gouvernement du Canada concernant la mise en oeuvre du droit inhérent des peuples autochtones à l'autonomie gouvernementale et la négociation de cette autonomie. »

3. **L'autonomie gouvernementale des autochtones : questions juridiques et constitutionnelles.** Ottawa : Ministre des Approvisionnements et Services Canada, 1995. 501 p.
Z1-1991 1-41-7F

Documents préparés dans le cadre du programme de recherche de la Commission royale sur les peuples autochtones.

Les dimensions normatives du droit des autochtones à l'autonomie gouvernementale, Patrick Macklem. Les droits issus des traités et la fonction gouvernementale dans l'optique Inuit, Wendy Moss. Les Métis sont-ils visés par le paragraphe 91 (24) de la Loi constitutionnelle de 1867?, Bradford W. Morse et John Giokas. L'application du paragraphe 91 (24) aux Métis : est-ce la solution?, Don McMahon et Fred Martin. La mise en oeuvre de l'autonomie gouvernementale des peuples autochtones : aspects constitutionnels et questions de compétence, Peter W. Hogg et Mary Ellen Turpel.

4. Baril, Daniel. **Entre l'autogestion et la dépendance négociée.** *Justice*. Vol. 12, no 5 (Mai 1990). P. 38-43

« Débat parmi les Inuits du Nouveau-Québec à propos du type de gouvernement qui doit être revendiqué; les droits territoriaux actuels; déception concernant l'Administration régionale Kativik; éléments d'un projet de constitution présenté à la population inuit. »

5. Bergevin, Jean-Baptiste. **À la recherche d'une forme de gouvernement autonome au nord du 55^{ème} parallèle : rapport de mission présenté conjointement aux Inuit du Québec (Groupe UJJITUIJIT) et au SAGMAI.** [Québec : Secrétariat des activités gouvernementales en milieu amérindien et Inuit], 1986. 108 p.
A11A27 B471 1986

Texte en français, en anglais et en inuit.

6. Bernier, Chantal. **La négociation de l'autonomie politique des Autochtones du Québec et le droit international.** *Revue québécoise de droit international.* Vol. 1 (1984). P. 359-372

7. Bissonnette, Alain. **Le droit à l'autonomie gouvernementale des peuples autochtones : un phénix qui renaîtra de ses cendres.** *Revue générale de droit.* Vol. 24 (1993). P. 5-25

8. Bissonnette, Alain. **Les revendications constitutionnelles des peuples autochtones en matière d'autonomie gouvernementale; mémoire.** In *Commission d'étude sur toute offre d'un nouveau partenariat de nature constitutionnelle : mémoires présentés par les experts.* Québec : [s.n.], 1992.
A11A8 A29 Q831 1992 Mémoires 04

Mémoire de 33 pages.

9. Charest, Paul. **La prise en charge donne-t-elle du pouvoir? : l'exemple des Atikamekws et des Montagnais.** *Anthropologie et sociétés.* Vol. 16, no 3 (1992). P. 55-75

« Le processus de délégation des pouvoirs administratifs aux communautés amérindiennes par le ministère des Affaires indiennes du Canada; la prise en charge chez deux nations amérindiennes et les difficultés rencontrées, particulièrement au niveau de l'éducation et du développement économique. »

10. Commission d'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté. **Mémoires présentés par les autochtones.** [Québec : s.n.], 1992.
A11A8 A29 Q83 1992 Mémoires

Mémoires présentés par l'Assemblée des Premières Nations, le Grand Conseil des Cris du Québec, la Nation Algonquine, le Conseil de la nation huronne-wendat et le Conseil de bande Abitibiwinini.

11. Côté, Martin. **Les services territoriaux de Mashteuiatsh.** *Recherches amérindiennes au Québec.* Vol. 27, no 1 (Printemps 1997). P. 63-76

« Résultats d'une étude portant sur une structure administrative mandatée par le Conseil de bande des Montagnais du Lac-Saint-Jean pour soutenir et

encadrer les activités de chasse, de pêche et de piégeage de ses membres; comment l'action du Bureau des services territoriaux a permis d'établir des rapports de cogestion des ressources fauniques avec le ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche. »

12. Dickson, Timothy. **Self-government by side agreement?** *Revue de droit de McGill*. Vol. 49, no 2 (2004). P. 419-466

13. **Dossier spécial : le Québec et les autochtones.** *Recherches amérindiennes au Québec*. Vol. 24, no 1-2 (Printemps 1994). P. 129-158

Informations éparses à l'intérieur des articles sur l'autonomie politique ou gouvernementale.

14. Dufour, Jules. **Les nations autochtones au Québec : les enjeux de leur développement à l'aube du XXI^e siècle.** In *Le Québec en changement : entre l'exclusion et l'espérance*. Sainte-Foy : Presse de l'Université du Québec, 2000. P. 139-179
307.1209714 Q3 2000

15. Dust, Theresa M. **Incidences des revendications territoriales des autochtones et de leur autonomie gouvernementale sur les municipalités canadiennes : la perspective d'une administration locale.** Toronto : Comité intergouvernemental de recherches urbaines et régionales, 1995. 70 p.
E 92 D974 1995 Biblio Cécile-Rouleau

16. Émond, André. **Le sable dans l'engrenage du droit inhérent des autochtones à l'autonomie gouvernementale.** *Revue juridique Thémis*. Vol. 30, no 1 (1996). P. 89-112

« Le monopole gouvernemental de la couronne est peut-être le plus ancien principe de droit public en common law. Les rois des XII^e et XIII^e siècles se sont engagés les uns après les autres à le préserver, au point où, dès 1235, d'aucuns ont considéré que l'inaliénabilité des droits régaliens faisait partie de la coutume. Toute la structure constitutionnelle de l'ancien royaume d'Angleterre a par la suite été édifée sur ce monopole. Eut-il voulu reconnaître aux autochtones d'Amérique un droit inhérent à l'autonomie gouvernementale que le roi en aurait été incapable, car la couronne ne peut violer la common law. La jurisprudence du Comité judiciaire du Conseil privé a d'ailleurs confirmé l'actualité en droit du monopole gouvernemental de Sa Majesté. Il était donc inutile d'invoquer une pratique coloniale pour prouver le contraire, en supposant, ce qui est pour le moins douteux, qu'une telle pratique n'ait jamais existé. »

17. Feit, Harvey A. **James Bay Cree : self-governance and land management.** In *We are here : politics of aboriginal land tenure*. Berkely, Calif. : University of California Press, 1989. P. 68-98
GN 449.3 W361 1989 Biblio Cécile-Rouleau

18. Forest, Pierre-Gerlier. **La structuration des gouvernements autochtones au Québec.** In *L'institutionnalisation du territoire au Canada*. Québec : Presse de l'Université Laval, 1996. P. 185-205
307.120971 I59 1996
19. Frideres, James S. **The Royal Commission on Aboriginal Peoples : the route to self-government.** *The Canadian Journal of Native Studies*. Vol. 16, no 2 (1996). P. 247-266

« Une analyse du contenu des 850 soumissions a été effectuée dans le but de déterminer comment la question de l'autonomie politique a été caractérisée dans les dossiers présentés. »
20. Gagnon, Alain-G.; Rocher, Guy. Sous la dir. **Regard sur la Convention de la Baie-James et du Nord québécois.** Montréal : Québec Amérique, 2002. 302, 286 p.
347.140643208997 R333 2001

Texte en français et en anglais disposé tête-bêche.
Un symposium sur la Convention de la Baie James et du Nord québécois, vingt-six ans après sa signature.
21. Hamelin, Louis-Edmond. **La dimension nordique de la géopolitique du Québec.** *Globe : revue internationale d'études québécoises*. Vol. 8 , no 1 (2005). P. 17-36

La partie de l'article qui porte sur « les relations de la population au territoire et la nécessité d'une reconnaissance du Nord par le Québec et sur une proposition de types de gouvernance basés sur le principe de la coexistence et sur un projet de territorialité. »
22. Hurley, Mary C.; Wherret, Jill. **L'autonomie gouvernementale des autochtones.** Ottawa : Bibliothèque du Parlement, Service d'information et de recherche parlementaires, 2000. 3 p.
<http://www.parl.gc.ca/information/library/PRBpubs/prb9919-f.pdf>

En tête du titre : En Bref.
23. Ladner, Kiera; Orsini, Michael. **De « l'infériorité négociée » à « l'inutilité de négocier » : la Loi sur la gouvernance des Premières nations et le maintien de la politique coloniale.** *Politique et sociétés*. Vol. 23, no 1 (2004). P. 59-87

Voir surtout les pages 70 et suivantes pour l'autonomie gouvernementale.
24. Lafontaine, Alain. **La coexistence de l'obligation de fiduciaire de la Couronne et du droit à l'autonomie gouvernementale des peuples autochtones.** *Cahiers de droit*. Vol. 36, no 3 (Septembre 1995). P. 669-744

25. Lajoie, Andrée; Bissonnette, Alain; Gelineau-Asseray, Éric; Courtemanche, Alexandre. **Conceptions innues des droits ancestraux.** *Revue juridique Thémis*. Vol. 40, no 1 (2006). P. 207-232

Traite aussi des revendications.

« Analyse du contenu, de la portée et de l'ordonnement des droits ancestraux selon les Montagnais, étude inscrite dans la perspective du pluralisme juridique. »

26. Lajoie, Andrée; Gelineau, Éric; Bergada, Cécile. **Conceptions abénakiennes des droits ancestraux.** *Cahiers de droit*. Vol. 46, no 3 (Septembre 2005). P. 749-770

« Analyse du contenu, de la portée et de l'ordonnement des droits ancestraux selon les Abénakis, étude inscrite dans la perspective du pluralisme juridique. »

27. Lajoie, Andrée. Sous la dir. **Gouvernance autochtone : aspects juridiques, économiques et sociaux.** Montréal : Éditions Thémis, 2007. 246 p. 971.400497 G719 2007

28. Lathoud, Françoise. **Les enjeux de la participation des Cris de la Baie-James à l'exploitation des ressources forestières.** *Globe : revue internationale d'études québécoises*. Vol. 8, no 1 (2005). P. 155-173

« Étude des principales expériences de participation des Cris aux processus de décision relatifs à l'exploitation forestière (Convention de la Baie-James, expériences de foresterie de Waswanipi et cogestion de la Paix des Braves) en vue de comprendre la répartition du pouvoir entre Cris et non-autochtones et de saisir la complexité de la démarche de prise en compte des enjeux culturels dans les questions d'exploitation forestière. »

29. Leclair, Jean. **L'autonomie gouvernementale des autochtones : le processus est à repenser.** *Options politiques*. Vol. 18, no 3 (Avril 1997). P. 31-34

30. Maltais, André. **Autonomie gouvernementale autochtone et contrôle des richesses naturelles : pour un avenir à base de dignité et de concertation : notes pour une allocution du secrétaire général associé aux affaires autochtones, M. André Maltais, à l'occasion de la Conférence internationale sur les peuples indigènes et la mise en valeur des ressources en eau, le 13 avril 1993.** Québec : Ministère du Conseil exécutif, Secrétariat aux affaires autochtones, 1994. 27 p. A11A32 M34 1994 Biblio Cécile-Rouleau

31. McKenzie, Gérald. **Vers un Nunavik autonome.** *Relations*. No 667 (Mars 2001). P. 28-30

Également disponible à l'adresse électronique

http://www.cjf.qc.ca/relations/archives/themes/textes/autochtone/auto_mcke_0103.htm

« Quelques éléments de l'Accord politique signé en 1999 par les Inuits du Nunavik, le Québec et le Canada en vue d'instituer un gouvernement autonome sur ce territoire; entrevue avec le coprésident de la Commission du Nunavik, Harry Tulagak, qui expose le point de vue des Inuits sur ce processus. »

32. McNeil, Kent. **Le droit inhérent à l'autonomie gouvernementale : nouvelles orientations de la recherche en droit**. Toronto : Osgoode Hall Law School, 2004. 35 p.

http://www.fngovernance.org/pdf/KentMcNeil_DroitInherent_FR.pdf

Rapport de recherche préparé pour le Centre de la gouvernance des Premières nations.

33. Mensah, Joseph. **Geography, aboriginal land claims and self-government in Canada**. *Revue internationale d'études canadiennes*. No 12 (Automne 1995). P. 261-275

« Comment les concepts et les techniques de la géographie peuvent favoriser une meilleure compréhension des questions soulevées par les revendications territoriales et les démarches vers l'autodétermination des autochtones du Canada. »

34. **Le Ministère des affaires municipales et le milieu autochtone : orientations**. [Québec] : Ministère des affaires municipales, Service des affaires nordiques et amérindiennes, 1989. 46 p.
A36A35 M55 1989 Biblio Cécile-Rouleau

35. O'Reilly, James A. **La souveraineté des peuples autochtones**. In *Le goût du Québec : l'après référendum 1995*. Montréal : Éditions Hurtubise HMH, 1996. P. 141-158
971.404 G718 1996

36. Otis, Ghislain. **Élection, gouvernance traditionnelle et droits fondamentaux chez les peuples autochtones du Canada**. *Revue de droit de McGill*. Vol. 49, no 2 (Avril 2004). P. 393-417

37. Otis, Ghislain. **L'évolution constitutionnelle de la relation entre le Québec et les peuples autochtones : le défi de l'interdépendance**. In *Le Québec, une autre Amérique : dynamismes d'une identité*. Paris : Presses universitaires de France, 2005. P. 71-87
971.4 Q3 2005

Correspond au no 23 de la revue Cités : philosophie, politique, histoire, publiée en 2005.

38. Otis, Ghislain. **Territorialité, personnalité et gouvernance autochtone**. *Cahiers de droit*. Vol. 47, no 4 (Décembre 2006). P. 781-814

« Dans cette brève étude, l'auteur s'attache à démontrer qu'il faut revoir la place du territoire dans la mise en oeuvre de l'autonomie gouvernementale autochtone. Il analyse, dans la première partie du texte, les conditions d'émergence de formes territoriales et non territoriales (personnelles) d'organisation du pouvoir dans les États pluricommunautaires ou multinationaux. Il se penche ensuite, dans la seconde partie, sur le rôle que devrait jouer chacun de ces modèles dans la gouvernance autochtone au Canada. »

39. Otis, Ghislain. Sous la dir. **Droit, territoire et gouvernance des peuples autochtones**. Sainte-Foy : Presses de l'Université Laval, 2005. 197 p.
323.197071 D784 2005

40. Paquet, Stéphane. **Alliances et traités en 1760 : réflexions sur le débat historiographique**. *Recherches amérindiennes au Québec*. Vol. 27, no 2 (Automne 1997). P. 32-42

« Mise en lumière de la dimension rhétorique de l'historiographie à travers une réflexion sur un débat autour de la problématique des alliances et des traités intervenus entre les peuples autochtones et les autorités britanniques; analyse critique des positions opposant les historiens Denis Vaugeois et Denys Delâge. »

41. Québec (Province). Assemblée nationale. Commission permanente des institutions. **Consultation et auditions publiques sur le projet de loi no 99, loi sur l'exercice des droits fondamentaux et des prérogatives du peuple québécois et de l'État du Québec**. Québec : Assemblée nationale, 2000.
A11X1 I57 2000c

Voir les mémoires présentés par le Grand Conseil des Cris du Québec, no 49; par le Conseil de la Nation Atikamekw, no 46; par la Société Makivik, no 45; par le Conseil des Innus du Nitassinan, no 64.

42. Québec (Province). Commission d'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté. **Les relations entre l'État et les nations autochtones**. Québec : Assemblée nationale, 1992. 30 p.
A11A8 A29 Q83 R44 1992

En tête du titre : L'avenir politique et constitutionnel du Québec.

43. Québec (Province). Secrétariat aux affaires autochtones. **Les Actes des colloques régionaux : pour une politique gouvernementale à l'égard des Autochtones**. Québec : Secrétariat aux affaires autochtones, 1992. 49 p.
A11A32 A58 1992

44. **Reconfiguring aboriginal - state relations.** Kingston, Ont. : Institute of Intergovernmental Relations, Queen's University, 2005. 409 p.
320.971 Y39 2003

Sur la page couverture : Canada : the state of the federation 2003.
Les chapitres suivants : Co-management and the politics of aboriginal consent to resource development : the agreement concerning a new relationship between le gouvernement du Québec and the Crees of Québec (2002), Colin H. Scott. Relational self-determination and federal reform, Michael Murphy. From board to nation governance : the evolution of Eeyou Tapay-Tah-Jeh-Souwin (Eeyou governance) in Eeyou Istchee, Philip Awashish. The challenges of intergovernmental relations for Nunavut, Annis May Timpson. Paying for self-determination : aboriginal peoples, self-government, and fiscal relations in Canada, Michael J. Prince et Frances Abele.

45. Rostaing, Jean-Pierre. **Native regional autonomy : the initial experience of the Kativik regional government.** *Études inuit.* Vol. 8, no 2 (1984). P. 3-39

« L'autonomie autochtone régionale au Québec et l'expérience novatrice de l'administration régionale Kativik (ARK) : historique de la situation des Inuits, avènement, nature juridique et pouvoirs de l'ARK; contrôle inuit et relation de cette administration avec les municipalités et le gouvernement du Québec. »

46. Saganash, Diom Romeo. **Le droit à l'autodétermination des peuples autochtones.** *Revue générale de droit.* Vol. 24 (1993). P. 85-91

47. Saganash, Diom Romeo. **Gouvernement autochtone et nationalisme ethnique.** *Cahiers de recherche sociologique.* No 20 (1993). P. 21-44

« L'autonomie gouvernementale et le droit à l'autodétermination des peuples autochtones du Québec, en particulier, de la « nation crie », à la lumière de principes de droit, de la pratique gouvernementale au Québec et au Canada, des débats sur la définition de la nation et des politiques d'immigration en Occident. »

48. Scotnicki, Christine. **Recent treaties in land claims and self-government : the James Bay Agreement, the Cree-Naskapi Act, the Western Arctic (Inuvialuit) Claim Settlement, and the Sechelt Indian Band Self-government Act.** Victoria, B.C. : School of Public Administration, University of Victoria, 1987. 133 p.
E 78 C213 S424r 1987 Biblio Cécile-Rouleau

49. Scott, Colin H. Sous la dir. **Aboriginal autonomy and development in Northern Quebec and Labrador**. Vancouver : UBC Press, 2001. 436 p.

« La première partie porte sur les changements territoriaux qu'ont connus les peuples autochtones du Nord du Québec et du Labrador. Les différentes analyses montrent que leur résistance politique s'est traduite par un affrontement entre deux logiques territoriales s'articulant autour de formes spécifiques de territorialité : une logique de tutelle et de protection de terres ancestrales ancrée sur des pratiques symboliques et économiques vis-à-vis une logique de souveraineté étatique basée sur la propriété du sol et la délimitation de frontières [...] La deuxième partie porte sur les conflits autour de la réalisation de projets de développement et de la conservation des ressources naturelles. Un changement important des dernières années a été l'ouverture à une participation des peuples autochtones dans la gestion des ressources fauniques et forestières. »

50. Simard, Jean-Jacques. **Développement et auto-détermination autochtones : l'expérience de la Baie James et du Nord québécois : mémoire à la Commission d'étude sur toute offre d'un nouveau partenariat de nature constitutionnelle**. [S.l.] : J.-J. Simard, 1992. 13 p.
A11A8 A29 Q831 1992 Mémoires 36

Fait partie des mémoires présentés par les experts.

51. Simard, Jean-Jacques. **Développement et gouvernement autochtones; l'expérience de la Baie-James et du Nord québécois**. *Politique et sociétés*. No 28 (Automne 1995). P. 71-85

« Bilan de l'expérience d'autonomie gouvernementale vécue par les Cris et les Inuits régis depuis 1975 par la Convention de la Baie-James et du Nord québécois. »

52. Simard, Jean-Jacques. **Le problème autochtone**. In *Exposés et études, vol. 1* [Québec] : Commission d'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté, 1992. P. 293-305
A11A8 A29 Q83 1992 Études 1

53. Simard, Jean-Jacques. **La question autochtone : quelques prolégomènes**. *Action nationale*. Vol. 82, no 6 (Juin 1992). P. 709-734

Voir : Questions d'autonomie gouvernementale, p. 726 et suivantes.

54. Société Makivik; Québec (Province). Secrétariat aux affaires autochtones; Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien. **Entente de principe sur la fusion de certaines institutions publiques et la création du Gouvernement régional du Nunavik**. [Québec : Secrétariat aux Affaires autochtones], 2007. 95 p.

http://www.autochtones.gouv.qc.ca/rerelations_autochtones/ententes/inuits/2007-12-05-entente-nunavik.pdf

« Il s'agit d'un accord qui regroupe l'Administration régionale Kativik, la Régie régionale de santé et services sociaux et la Commission scolaire Kativik. Une seconde phase de négociation va être mise en branle, par la suite, pour une délégation de pouvoir plus importante du Québec vers le Nunavik. » (Courrier parlementaire, 4 décembre 2007).

55. Tétreault, Daniel. **L'autonomie politique des peuples autochtones du Canada : l'expérience des Cris du Québec**. Ottawa : D. Tétreault, 1987. 170 p. E99 C932 T348a 1987 Biblio Cécile-Rouleau

56. Thibault, Martin. **De la dépendance à l'autonomie : la longue marche des Inuits du Nunavik**. In *Du Nouveau-Québec au Nunavik, 1964-2004 : une fragile autonomie*. Paris : Économica, 2005. P. 469-495
971.4111 M239 2005

57. Thibault, Pierre. **Le rapport Dussault - Erasmus et le droit à l'autonomie gouvernementale des peuples autochtones : synthèse et commentaire**. *Revue nationale de droit constitutionnel*. Vol. 9 (1998). P. 159-250

« Dans la première partie de ce texte, l'auteur brosse un tableau du contenu de ce rapport et en dégage les principales lignes de force sur le plan constitutionnel. La seconde partie porte sur l'élément fondamental du rapport de la Commission, soit la reconnaissance à l'article 35 de la Loi constitutionnelle de 1982 du droit inhérent des peuples autochtones à l'autonomie gouvernementale. L'auteur tente de démontrer, à l'aide de la jurisprudence et de la doctrine, que cette interprétation de la Commission n'est pas bien fondée en droit. »

58. Tremblay, Jean-François. **L'autonomie gouvernementale autochtone, le droit et le politique, ou la difficulté d'établir des normes en la matière**. *Politique et sociétés*. Vol. 19, no 2-3 (2000). P. 133-151

« Analyse des rapports étroits qu'entretiennent le droit et le politique dans le débat entourant l'autonomie gouvernementale autochtone au Canada. »

59. Trudel, Pierre. **Entrevue avec Ghislain Picard, vice-chef de l'Assemblée des Premières Nations**. *Recherches amérindiennes au Québec*. Vol. 22, no 2-3 (Automne 1992). P. 168-170

« Entrevue sur la représentativité politique de l'Assemblée des Premières Nations, sur sa définition du droit inhérent à l'autonomie gouvernementale, sur les critères d'appartenance à la citoyenneté autochtone et sur les rapports de l'Assemblée avec le Québec. »

60. Trudel, Pierre. **Processus électoral au Nunavik (Nouveau-Québec) et autonomie politique.** *Recherches amérindiennes au Québec.* Vol. 19, no 1 (Printemps 1989).

« Entrevue avec Denis Simard du Service du Québec nordique de Radio-Canada sur la question du processus électoral pour l'instauration d'un gouvernement autonome. »

61. Trudel, Pierre. Sous la dir. **Autochtones et Québécois : la rencontre des nationalismes.** Montréal : Recherches amérindiennes au Québec, 1995. 228 p.
306.089970714 C714 1995

Actes du colloque tenu en 1995 sous les auspices de la Société amérindienne au Québec, de la Commission des droits de la personne du Québec et de la Ligue des droits et libertés.

Chapitres suivants : Québécois et Autochtones : le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, Alain Bissonnette. Comparaison entre les politiques québécoises et canadiennes actuelles en matière autochtone : point de vue des Innus, des Mohawks et Inuits, textes de Renée Dupuis, Jacques Kurtness, Arnold Goodleaf, Harry Tulugak. Perspectives d'avenir politiques et juridiques quant aux droits respectifs des peuples autochtones et du peuple québécois : le Québec et les Autochtones : trois décennies de rapports, Sylvie Vincent; la Convention de la Baie James et du Nord québécois et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, Diom Roméo Saganash.

62. Vincent, Sylvie. **La révélation d'une force politique : les Autochtones.** In *Québec en jeu.* Montréal : Presses de l'Université de Montréal, 1992. P. 749-790
971.404 Q3j 1992

63. Wherret, Jill. **L'autonomie gouvernementale des autochtones.** Ottawa : Bibliothèque du Parlement, Direction de la recherche parlementaire, 1999. 22 p. (Bulletin d'actualité : 96-2F)
<http://www.parl.gc.ca/information/library/Quarante62-f.pdf>

ENTENTES, TRAITÉS

64. Amiot, Richard. **Bandes à part : un bilan des négociations.** *Recto verso.* No 279 (Juillet-Août 1999). P. 14-19

« Survol des revendications territoriales des autochtones du Québec et des différentes ententes conclues entre le gouvernement du Québec à ce sujet. »

65. **Baie James et Nord québécois : dix ans après = James Bay and Northern Québec : ten years later.** Montréal : Recherches amérindiennes au Québec, 1988. 303 p.
323.11970714170714 F745 1985

Actes du Forum sur la Convention de la Baie James et du Nord québécois : dix ans après organisé par la Société de Recherches amérindiennes au Québec et tenu à Montréal les 14 et 15 novembre 1985.

66. Bastien, Michel; Lainé, Luc; Tanguay, Jean. **Entente historique dans le dossier des Quarante Arpents.** *Recherches amérindiennes au Québec.* Vol. 30, no 3 (2000). P. 93-95

« Historique, fondements et résultats des revendications des Hurons de Lorette pour obtenir réparation pour le préjudice subi à la suite de la vente illégale de la réserve des Quarante Arpents par la Couronne en 1904. »

67. Beauchemin, Georges. **L'univers méconnu de la Convention de la Baie James et du Nord québécois.** *Forces.* Vol. 97 (Printemps 1992). P. 14-28

Principes de la Convention et principaux engagements contractés par les parties.

68. Beaulieu, Alain. **Les garanties d'un traité disparu : le traité d'Oswegatchie, 30 août 1760.** *Revue juridique Thémis.* Vol. 34, no 2 (2000). P. 369-408

« Rappel du contexte de la rencontre et du traité d'Oswegatchie conclu entre des représentants des Sept Nations du Canada et William Johnson, surintendant britannique des Affaires indiennes; nature des engagements pris à l'égard des Amérindiens de la vallée du Saint-Laurent. »

69. Boudreault, René. **Réflexion sur une réalité moderne à « incarner » : le traité préconfédératif de la nation huronne-wendat.** *Recherches amérindiennes au Québec.* Vol. 23, no 1 (Printemps 1993). P. 5-16

« Le point sur la négociation de l'application actuelle de ce traité signé en 1760 avec la Couronne britannique et reconnu par la Cour suprême du Canada; les traités signés au Canada de 1603 à nos jours. »

70. Boulton, David. **The 25th anniversary of the James Bay and Northern Quebec Agreement = Le 25e anniversaire de la Convention de la Baie James et du Nord québécois.** [Québec] : Société Makivik, 2000. 71 p.
E99 I61 B764t 2000

71. Charest, Paul. **Qui a peur des Innus? : réflexions sur les débats au sujet du projet d'entente de principe entre les Innus de Mashteuiatsh, Essipit, Betsiamites et Nutashkuan et les gouvernements du Québec et du Canada.** *Anthropologie et sociétés.* Vol. 27, no 2 (2003). P. 185-206

« Après des explications sur le contexte juridique et politique dans lequel s'inscrit l'actuelle négociation des Innus, commentaires critiques sur divers sujets et thèmes abordés lors de ces débats. »

72. Chartrand, Luc. « **Je suis Cribécois** ». *Actualité*. Vol. 25, no 12 (Août 2000). P. 14-26

« Entretien avec le chef cri Billy Diamond sur les relations entre les Amérindiens et les gouvernements fédéral et québécois ainsi que sur l'échec des négociations concernant le nouveau régime forestier en partenariat proposé par Québec pour le territoire de la Baie-James; propos du négociateur Roméo Saganash à ce sujet. »

73. Chouinard, Tommy. **L'entente de principe avec les Innus**. In *L'Annuaire du Québec 2004*. Montréal : Fides, 2003.
971.404 A613q 2004

74. **La Convention de la Baie James et du Nord québécois : après l'entente, dix ans de mésentente = James Bay and Northern Québec Agreement : ten years of disagreement**. [S.l.] : Société Makivik, 1985. 89 p.
351039 Biblio Cécile-Rouleau

75. **Convention Kuujuaq (1988) : texte de la convention : Kuujuaq (1988) agreement : text of the agreement**. [Kuujuaq : s.n.], 1988. 144 p.
KEQ 1060 A175 C766c 1988 Biblio Cécile-Rouleau

76. Delâge, Denys; Saganash, Roméo. **La Grande Paix de Montréal : 300 ans plus tard**. *Relations*. No 670 (Juillet-Août 2001). P. 30-35

« Regard sur les impacts du traité de la Grande Paix de Montréal sur l'autonomie militaire, politique et démographique des Amérindiens; analyse des revendications actuelles des Amérindiens en lien avec leur passé colonial et les attaches juridiques qui les lient aux gouvernements fédéral et provincial; le droit à l'autodétermination de ces peuples dans le contexte de la souveraineté québécoise. »

77. Dionne, Paul. **Quelques réflexions au sujet de la future politique de consultation des peuples autochtones du Québec**. *Recherches amérindiennes au Québec*. Vol. 35, no 3 (2005). P. 111-113

78. Emery, Georges. **Réflexions sur le sens et la portée au Québec des articles 25, 35 et 37 de la Loi constitutionnelle de 1982**. *Cahiers de droit*. Vol. 25, no 1 (Mars 1984). P. 145-163

79. **Entente concernant une nouvelle relation entre le Gouvernement du Québec et les Cris du Québec**. Québec : Secrétariat aux affaires autochtones, 2002. 108 p.
A11A32 E57 2002 Biblio Cécile-Rouleau

Cette entente a été modifiée en 2003.

80. **Étude de la mise en oeuvre, par le gouvernement fédéral, de la convention de la Baie James et du Nord québécois.** Ottawa : Affaires indiennes et du Nord Canada, 1982. 137 p.
323.1197/85 Comm. droits pers. Montréal
81. **L'extinction des droits des tiers dans la Convention de la Baie James : annexe à la déclaration de la Commission des droits de la personne du Québec, sur le problème des droits territoriaux des autochtones au Québec.** Montréal : Commission des droits de la personne, 1977. 17 p.
J8D7 E88 Biblio Cécile-Rouleau
82. Gagnon, Alain-G.; Rocher, Guy. Sous la dir. **Regard sur la Convention de la Baie-James et du Nord québécois.** Montréal : Québec Amérique, 2002. 302, 286 p.
347.140643208997 R333 2001
Texte en français et en anglais disposé tête-bêche.
Un symposium sur la Convention de la Baie James et du Nord québécois, vingt-six ans après sa signature.
83. Gagnon, Christian. **À propos de l'entente avec les Innus.** *Action nationale*. Vol. 93, no 4 (Avril 2003). P. 15-23
« Analyse critique des arguments du député du Bloc québécois Ghislain Lebel présentés dans un mémoire remis à la Commission parlementaire sur l'entente de principe avec les Innus de Mamuitun et de Natushkuan; rappel de la position de Jacques Parizeau sur la question; le lien à faire entre cette entente et l'accession à la souveraineté pour le Québec. »
84. Gagnon, Jo Ann. **Le régime de chasse et de pêche et de trappage et les conventions du Québec nordique.** Québec : Centre d'études nordiques, Université Laval, 1982. 50 p.
971.00497 G135 1982
85. Gauthier, Anne. **Bilan des ententes de développement culturel avec les nations autochtones.** Québec : Ministère de la culture et des communications, 2001. 58 p.
E78 .Q3 G276b 2001 Biblio Culture et communications
86. Grammond, Sébastien. **Aménager la coexistence : les peuples autochtones et le droit canadien.** Bruxelles : Bruylant; Éditions Yvon Blais, 2003. 439 p.
347.102872 G746 2003
Informations éparses à l'intérieur du volume sur le Québec : consulter l'index.

87. Grammond, Sébastien. **Les traités entre l'État canadien et les peuples autochtones.** Cowansville : Éditions Yvon Blais, 1995. 225 p.
347.102872 G746 1995

Informations éparses sur le Québec à l'intérieur de certains chapitres.

88. Grégoire, Pierre. **Deux ententes entre le Conseil attikamek-montagnais et les gouvernements.** *Recherches amérindiennes au Québec.* Vol. 19, no 4 (Hiver 1989-1990). P. 59-67

« Présentation des textes de l'« Entente-Cadre » et de l'« Entente sur les mesures provisoires » conclues dans le cadre de négociations des revendications territoriales. »

89. Grégoire, Pierre. **Le traité de Swegatchy : un traité sans texte.** *Recherches amérindiennes au Québec.* Vol. 24, no 1-2 (Printemps 1994). P. 159-162

« Le droit des Algonquins de pêcher sans permis dans la ZEC Bras-Coupé-Désert : analyse du jugement prononcé par le juge J. L. Beaudoin de la Cour d'appel maintenant la culpabilité des appelants; intérêt de ce jugement au plan de la reconnaissance d'un traité dont toute trace écrite a disparu; opinion du juge dissident Jacques Delisle. »

90. Hurley, Mary C. **Projet de loi S-24 : Loi sur le gouvernement du territoire provisoire de Kanesatake.** Ottawa : Bibliothèque du Parlement, Division du droit et du gouvernement, 2001. 13 p.

<http://dsp-psd.pwgsc.gc.ca/Collection-R/Povungnituk1/s24-f.htm>

91. **Les Inuits dissidents à l'entente de la Baie James.** Povungnituk, Québec : Inuit Tungavingat Nunamini, 1983. 104 p.
323.11970714 I61 1983

92. La Rusic, Ignatius E. **La négociation d'un mode de vie : la structure administrative découlant de la Convention de la Baie James : l'expérience initiale des Cris.** Montréal : SSDCC, 1979. 248 p.

971.400497 L621n 1979 Comm. droits pers. Montréal

93. Lacasse, Jean-Paul. **De l'extinction à la reconnaissance du titre aborigène.** *Revue générale de droit.* Vol. 33, no 2 (2003). P. 319-331

94. Léger, Marie; Hamelin, Louis-Edmond. **Baie James, dix ans après : un bilan.** *Recherches amérindiennes au Québec.* Vol. 16, no 1 (Printemps 1986). P. 82-85

Compte rendu du colloque tenu à Montréal en novembre 1985 portant sur les enjeux et les bilans de dix ans de la Convention de la Baie James et du Nord québécois.

95. Mainville, Robert. **Visions divergentes sur la compréhension de la Convention de la Baie James et du Nord québécois.** *Recherches amérindiennes au Québec.* Vol. 23, no 1 (Printemps 1993). P. 69-79

« Divergences entre les points de vue du gouvernement du Québec et des Cris. »

96. Mercier, Guy; Ritchot, Gilles. **La Baie James : les dessous d'une rencontre que la bureaucratie n'avait pas prévue.** *Cahiers de géographie du Québec.* Vol. 41, no 113 (Septembre 1997). P. 137-169

« Examen du jugement Malouf (1973), renversé en Cour d'appel et de la Convention de la Baie James et du Nord québécois (1975) en vue de mettre en lumière la signification de ce traité, qui suscite la controverse, d'expliquer les causes de l'abandon du projet hydro-électrique de Grande-Baleine et de révéler l'évolution des relations entre les autochtones et le gouvernement du Québec. »

97. Nadeau, Jean-Benoît. **La vérité sur l'entente avec les Innus.** *Actualité.* Vol. 27, no 20 (15 décembre 2002). P. 54-68

« Explications sur le projet de traité entre les gouvernements du Canada, du Québec et les Innus qui soulève la controverse; entretien avec le négociateur du gouvernement québécois, Louis Bernard. »

98. Neumann, Karine; Trudel, Pierre. **Où en sont rendus les Inuatsch (Montagnais) dans leurs négociations globales? : entrevue avec Rémi Kurtness, représentant du bloc Mamuitun.** *Recherches amérindiennes au Québec.* Vol. 27, no 1 (Printemps 1997). P. 103

« Entrevue sur les facteurs qui ont mené à la dissolution du Conseil attikamek-montagnais et sur les négociations avec les gouvernements québécois et canadien en vue de la ratification d'une entente globale sur les droits territoriaux des Amérindiens, notamment des Montagnais. »

99. Nootens, Geneviève. **État, nation et citoyenneté.** *Bulletin d'histoire politique.* Vol. 12, no 3 (Printemps-Été 2004). P. 69-78

« Rappel de certains traits du modèle de l'État-nation; examen des progrès récents du gouvernement du Québec en matière de reconnaissance des Premières Nations en tant que « nations » à l'intérieur de l'État québécois en prenant pour exemple l'Entente intervenue entre le gouvernement québécois et les Cris; débat suscité par cette entente et par la reconnaissance des nations minoritaires et de minorités nationales. »

100. Otis, Ghislain. **Sur la voie d'un traité « postcolonial » avec les Innus? Qu'est-ce que l'approche commune?** In *L'Annuaire du Québec 2004*. Montréal : Fides, 2003. P. 773-782
971.404 A613q 2004
101. Otis, Ghislain. Sous la dir. **Droit, territoire et gouvernance des peuples autochtones**. Sainte-Foy : Presses de l'Université Laval, 2005. 197 p.
323.197071 D784 2005
102. Patterson, Lisa L. **De la Table ronde Canada - Autochtones à l'accord de Kelowna : négociations stratégiques avec les autochtones en 2004-2005**. Ottawa : Bibliothèque du Parlement, Service d'information et de recherche parlementaires, 2006. 32 p.
<http://www.parl.gc.ca/information/library/PRBpubs/prb0604-f.pdf>
PRB 06-04F
103. Portail des autochtones du Canada. **Revendications et traités**.
<http://www.autochtonesauCanada.gc.ca/acp/site.nsf/fr/ao20239.html>
104. Québec (Province). Assemblée nationale. Commission des institutions. **Consultation générale et auditions publiques à l'égard d'un document intitulé : Entente de principe d'ordre général entre les Premières nations de Mamuitun et de Nutashkuan et le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada**. Québec : Assemblée nationale, 2003.
A11X1 I57 2003a
- De nombreux mémoires ont été présentés.
105. Québec (Province). Ressources naturelles et faune. **Affaires autochtones**. Québec : Ressources naturelles et faune, 2007.
<http://www.mrnfp.gouv.qc.ca/ministere/affaires/index.jsp>
- Liens vers Entente Québec-Cris, Ententes conclues avec les communautés autochtones, Entente sur les fonds autochtones d'exploration.
106. Québec (Province). Secrétariat aux affaires autochtones. **Convention de la Baie James et du Nord québécois et conventions complémentaires**. Québec : Publications du Québec, 2006. 897 p.
A11E8 C61 2006
- Cette nouvelle édition contient également les 18 conventions complémentaires signées entre 1978 et 2005.
107. Québec (Province). Secrétariat aux Affaires autochtones. **Ententes conclues**. Québec : Secrétariat aux Affaires autochtones, 2007.
http://www.autochtones.gouv.qc.ca/rerelations_autochtones/ententes/ententes_conclues.htm

Donne accès à la liste des ententes conclues par nation et par communauté. Ne donne pas accès aux ententes sectorielles conclues entre les communautés autochtones et les différents ministères du gouvernement du Québec. Donne accès aux programmes et services.

108. Québec (Province). Secrétariat aux Affaires autochtones. **Ententes conclues avec les nations autochtones ou les conseils de bandes depuis 1985**. Québec : Secrétariat aux Affaires autochtones, 1990.
A11A32 E57 1985 1990

1 vol en pagination multiple.

109. **Revue de la mise en application de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois en territoire cri**. Québec : Secrétariat des activités gouvernementales en milieu amérindien et inuit, 1986.
A11A27 C651 1986

2 vol.

110. Rouland, Norbert. **Les Inuits du Nouveau-Québec et la Convention de la Baie-James**. Québec : Centre d'études nordiques, Université Laval; Association Inuksiutiit, 1978. 213 p.
347.1402872 R859 1978

111. Rynard, Paul. « **Welcome in, but check your rights at the door** » : **the James Bay and Nisga'a agreements in Canada**. *Revue canadienne de science politique*. Vol. 32 (Juin 2000). P. 211-243

112. Saint-Hilaire, Maxime. **La proposition d'entente de principe avec les Innus : vers une nouvelle génération de traités?** *Cahiers de droit*. Vol. 44, no 3 (Septembre 2003). P. 395-426

« Importance capitale des traités entre l'État et les nations autochtones; critique de la politique fédérale canadienne d'extinction des droits ancestraux; contenu des accords Nisga'a (Colombie-Britannique) et Tlicho (Territoires du Nord-Ouest); entente de principe entre le gouvernement et les Premières Nations de Mamuitun et de Nutashkuan. »

113. Saku, James C.; Duhaime, Gérard; Bone, Robert M. **Towards an institutional understanding of comprehensive land claim agreements in Canada**. *Études inuit*. Vol. 22, no 1 (1998). P. 109-121

« Analyse comparative de deux ententes territoriales signées au Canada, en 1975 et 1984 (Convention de la Baie-James et du Nord québécois et l'Entente finale des Inuvialuits) ainsi que des structures administratives et du fonctionnement qu'elles ont engendrés. »

114. Schluze, David. **L'application de la Proclamation royale de 1763 dans les frontières originales de la province de Québec : la décision du Conseil privé dans l'affaire Allsopp.** *Revue juridique Thémis*. Vol. 31 (1997). P. 511-574

« Le monopole gouvernemental de la couronne est peut-être le plus ancien principe de droit public en common law. Les rois des XIIe et XIIIe siècles se sont engagés les uns après les autres à le préserver, au point où, dès 1235, d'aucuns ont considéré que l'inaliénabilité des droits régaliens faisait partie de la coutume. Toute la structure constitutionnelle de l'ancien royaume d'Angleterre a par la suite été édiflée sur ce monopole. Eut-il voulu reconnaître aux autochtones d'Amérique un droit inhérent à l'autonomie gouvernementale que le roi en aurait été incapable, car la couronne ne peut violer la common law. La jurisprudence du Comité judiciaire du Conseil privé a d'ailleurs confirmé l'actualité en droit du monopole gouvernemental de Sa Majesté. Il était donc inutile d'invoquer une pratique coloniale pour prouver le contraire, en supposant, ce qui est pour le moins douteux, qu'une telle pratique ait jamais existé. »

115. Société Makivik. **Entente de partenariat sur le développement économique et communautaire au Nunavik.** [Québec (Province) : s.n.], 2002. 17 p. Également disponible à l'adresse électronique www.bibliotheque.assnat.qc.ca/01/mono/2005/09/697169.pdf
A11A32 A31 E57 2002

116. Société Makivik; Québec (Province). Secrétariat aux affaires autochtones; Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien. **Entente de principe sur la fusion de certaines institutions publiques et la création du Gouvernement régional du Nunavik.** [Québec : Secrétariat aux Affaires autochtones], 2007. 95 p.
http://www.autochtones.gouv.qc.ca/rerelations_autochtones/ententes/inuits/2007-12-05-entente-nunavik.pdf

« Il s'agit d'un accord qui regroupe l'Administration régionale Kativik, la Régie régionale de santé et services sociaux et la Commission scolaire Kativik. Une seconde phase de négociation va être mise en branle, par la suite, pour une délégation de pouvoir plus importante du Québec vers le Nunavik. » (Courrier parlementaire, 4 décembre 2007).

REVENDEICATIONS

117. Amiot, Richard. **Bandes à part : un bilan des négociations.** *Recto verso*. No 279 (Juillet-Août 1999). P. 14-19

« Survol des revendications territoriales des autochtones du Québec et des différentes ententes conclues entre le gouvernement du Québec à ce sujet. »

118. Association des Indiens du Québec. **Mémoire sur les droits territoriaux des Indiens de la province de Québec.** [Village Huron, Québec] : Association des Indiens du Québec, 1969. 17 p.
K3242 A842m 1969
119. Bégin, Patricia; Moss, Wendy; Niemczak, Peter. **La revendication territoriale à Oka.** Ottawa : Bibliothèque du Parlement, Service de recherche, 1991. 13 p.
323.11970714 B416r 1991 Biblio Cécile-Rouleau
120. Bissonnette, Alain. **Entre ciel et terre : quelques réflexions sur les droits et revendications de la Nation Déné.** Trois-Rivières : Université du Québec, 1983. 34 p.
E/99/D3/A849 Commission de toponymie
- Texte de la conférence présentée au colloque « Interface Blancs-Amérindiens » : les relations politiques au Québec, organisé dans le cadre du 51e congrès de l'ACFAS.
121. Boivin, Richard. **Le débat en Cour suprême du Canada sur l'existence de droits ancestraux au Québec.** *Recherches amérindiennes au Québec.* No 2 (Automne 1996). P. 88-89
- « Présentation de l'affaire « Côté » impliquant des Algonquins de la réserve de Maniwaki accusés d'avoir pêché sans permis dans une ZEC; les arguments des parties présentes à l'audition en Cour suprême du Canada; commentaire. »
122. Boudreault, René. **Les réactions au rapport de la Commission royale sur les peuples autochtones.** *Recherches amérindiennes au Québec.* Vol. 28, no 2 (Automne 1998). P. 94-101
- « Résumé des principales recommandations de ce rapport; les réactions des milieux politiques et médiatiques; les orientations et les politiques annoncées en matière de relations avec les autochtones par les gouvernements fédéral et québécois en 1998. »
- « À notre avis, on reconduit à toutes fins pratiques les politiques actuelles en matière d'autonomie gouvernementale et de revendications, sans régler d'aucune façon, par des engagements fermes, les problèmes reliés à l'extinction des droits ancestraux, l'accès aux ressources naturelles et aux contraintes posées par les lois fédérales et provinciales qui ne concordent pas avec certaines pratiques des autochtones particulièrement en matière de chasse et de pêche. »
123. Bussièrès, Paul. **Droits collectifs et pouvoirs chez les Inuits du Nunavik.** *Études Inuit.* Vol. 16, no 1-2 (1992). P. 143-148
- « Historique des revendications territoriales des Inuits du Nouveau-Québec; les tensions créées au sein des divers groupes inuit; reprise des discussions

en vue de moderniser la Convention de la Baie-James et du Nord québécois. »

124. Butt, Emma; Hurley, Mary C. **Les revendications particulières au Canada**. Ottawa : Bibliothèque du Parlement, Service d'information et de recherche parlementaires, 2006. 21 p.
<http://www.parl.gc.ca/information/library/PRBpubs/prb0618-f.pdf>

À la note 1: mini-sommaires par provinces.

125. Canada. Commission des revendications des Indiens. **Actes de la Commission des revendications des Indiens : numéro spécial sur la réforme du processus des revendications territoriales**. Ottawa : Commission des revendications des Indiens, 1995. 276 p.
 RC12-1 1995-2R

126. Canada. Commission des revendications des Indiens. **Rapport annuel**. Ottawa : Commission des revendications des Indiens, 1991/94-.
<http://www.indianclaims.ca/publications/annualreports-fr.asp>
 CP22-48

127. Canada. Groupe d'étude de la politique des revendications globales. **Traités en vigueur : ententes durables : rapport du Groupe d'étude de la politique des revendications globales**. Ottawa : Ministère des affaires indiennes et du Nord canadien, 1985. 146 p.
 R32-77 1986

128. Canada. Parlement. Chambre des communes. Comité permanent des affaires autochtones. **L'été de 1990 : cinquième rapport du Comité permanent des affaires autochtones**. Ottawa : Comité permanent des affaires autochtones, 1991. 53 p.

Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent des affaires autochtones, no 59.

129. Cleary, Bernard. **Le long et difficile portage d'une négociation territoriale**. *Recherches amérindiennes au Québec*. Vol. 23, no 1 (Printemps 1993). P. 49-60

« Propos d'un négociateur autochtone sur la perception qu'ont les Amérindiens du rôle du négociateur, sur leur conception de la notion de propriété, sur leur projet de société et sur les difficultés et les défis d'une négociation territoriale. »

130. Cleary, Bernard. **L'urgence d'un nouveau contrat social**. *Relations*. (Décembre 1990). P. 299-302

131. Commission d'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté. **Mémoires présentés par les autochtones.** [Québec : s.n.], 1992.
A11A8 A29 Q83 1992 Mémoires
- Mémoires présentés par l'Assemblée des Premières Nations, le Grand Conseil des Cris du Québec, la Nation Algonquine, le Conseil de la nation huronne-wendat et le Conseil de bande Abitibi-winni.
132. **La Commission royale sur les peuples autochtones : dix ans et l'avenir en plus!** *Recherches amérindiennes au Québec.* Vol. 37, no 1 (2007). P. 3-94
- Informations éparses sur le Québec à l'intérieur de certains textes.
133. Dufour, Jules. **La longue marche des peuples autochtones vivant au Québec vers la conquête de leurs droits et de leurs libertés fondamentales (1963-2003).** <http://panorama-quebec.com/cgi-cs/cs.waframe.content?topic=27082&lang=1>
- Sur le site Panorama du Québec.
134. Dufour, Jules. **Les nations autochtones au Québec : les enjeux de leur développement à l'aube du XXI^e siècle.** In *Le Québec en changement : entre l'exclusion et l'espérance.* Sainte-Foy : Presse de l'Université du Québec, 2000. P. 139-179
307.1209714 Q3 2000
135. Dufour, Jules. **Les revendications territoriales des peuples autochtones au Québec.** *Cahiers de géographie du Québec.* Vol. 37, no 101 (Septembre 1993). P. 263-290
- « Dans le contexte du mouvement international en faveur des peuples autochtones; tableau chronologique des démarches entreprises par les autochtones pour faire reconnaître leurs droits et libertés au Québec depuis 1963. »
136. Dupuis, Renée. **Historique de la négociation sur les revendications territoriales du conseil des Atikamekws et des Montagnais (1978-1992).** *Recherches amérindiennes au Québec.* Vol. 23, no 1 (Printemps 1993). P. 35-48
137. Dupuis, Renée. **Les revendications territoriales du Conseil Attikamek-Montagnais.** Québec : École nationale d'administration publique, 1985. 208 p.
E99 A885 D994r 1985 Biblio Cécile-Rouleau
138. Dupuis, Renée. **Tribus, peuples et nations : les nouveaux enjeux des revendications autochtones au Canada.** Montréal, Boréal. 170 p.
323.1197071 D944 1997
- Le volume traite aussi de l'autonomie gouvernementale.

139. Frenette, Jacques; Brassard, Denis. **Les Montagnais et la politique fédérale des revendications particulières.** *Recherches amérindiennes au Québec.* Vol. 27, no 1 (Printemps 1997). P. 33-38
- « Commentaire sur cette politique, principalement en ce qui a trait aux motifs de réclamations, au processus de règlement et aux griefs formulés par les Montagnais contre le programme fédéral. »
140. Gourdeau, Éric. **Le Québec et la question autochtone.** In *Québec : État et société.* Montréal : Éditions Québec/Amérique, 1994. P. 329-355
971.404 Q3so 1994
141. Grammond, Sébastien. **Aménager la coexistence : les peuples autochtones et le droit canadien.** Bruxelles : Bruylant; Éditions Yvon Blais, 2003. 439 p.
347.102872 G746 2003
- Informations éparées à l'intérieur du volume sur le Québec : consulter l'index.
142. Guay, Jean-H. **Les paradoxes du Québec au lendemain de Meech.** *Possibles.* Vol. 15, no 1 (Hiver 1991). P. 27-35
- « L'État québécois impuissant face à la crise d'Oka; les demandes territoriales des Mohawks. »
143. Henderson, W. B.; Ground, D. T. **Survey of aboriginal land claims.** *Ottawa Law Review.* Vol. 26 (1994). P. 187-235
144. Hurley, Mary C.; Wherret, Jill. **Règlement des revendications territoriales.** Ottawa : Bibliothèque du Parlement, Direction de la recherche parlementaire, 1999.
<http://dsp-psd.pwgsc.gc.ca/Collection-R/LoPBdP/EB/prb9917-f.htm>
145. Létourneau, Jean-François. **Modernité et autonomie politique : la lutte des Inuits au Nunavik.** *Globe : revue internationale d'études québécoises.* Vol. 8, no 1 (2005). P. 37-48
- « Panorama des revendications présentées par la communauté inuit du Nunavik devant la Commission du Nunavik, créée en 1999 par le gouvernement québécois, notamment en ce qui concerne la protection de la langue inuktitut, la culture, l'éducation et l'environnement; le défi que constitue pour cette communauté la prise en charge de son développement économique sans sacrifier ses traditions et valeurs ancestrales. »
146. MacGregor, Roy. **La colère de Jack Monoloy.** *Actualité.* Vol. 6, no 9 (Septembre 1981). P. 41-48
- « Revendications territoriales des Indiens et des Inuits du Canada; leur implication dans le dossier constitutionnel et dans l'autonomie énergétique

du Canada. »

147. Mensah, Joseph. **Geography, aboriginal land claims and self-government in Canada.** *Revue internationale d'études canadiennes*. No 12 (Automne 1995). P. 261-275

« Comment les concepts et les techniques de la géographie peuvent favoriser une meilleure compréhension des questions soulevées par les revendications territoriales et les démarches vers l'autodétermination des autochtones du Canada. »

148. Mongeon, Michel. **Équité envers les autochtones : une question d'éthique professionnelle.** *Forêt conservation*. Vol. 60, no 2 (Mai 1993). P. 20-24, 33

« L'absence de considération des revendications territoriales des autochtones dans la réforme du code de déontologie des ingénieurs forestiers du Québec; l'importance de l'insertion des autochtones dans la problématique de l'aménagement du territoire. »

149. Morantz, Toby. **Aboriginal land claims in Quebec.** In *Aboriginal land claims in Canada : a regional perspective*. Toronto : Copp Clark Pitman, 1992. P. 101-130.
E98 R299 A154 1992

150. Morin, René. **Le fondement juridique des droits des Attikameks et des Montagnais.** Sainte-Foy : Ministère de la justice, 1983.
J8 A32 M67

1 vol. en foliotation multiple.

151. Moss, Wendy. **Les revendications territoriales autochtones.** Ottawa : Service de recherche, Bibliothèque du Parlement, 1991. 23 p.
323.1197071 M913r 1991

BP-237F Étude générale.

152. Nadeau, Jean-Benoît. **Le prix du calumet de paix.** *Affaires plus*. Vol. 14, no 3 (Avril 1991). P. 24-32

« Les revendications territoriales des Amérindiens du Québec. »

153. Otis, Ghislain. Sous la dir. **Droit, territoire et gouvernance des peuples autochtones.** Sainte-Foy : Presses de l'Université Laval, 2005. 197 p.
323.197071 D784 2005

154. Papillon, Martin. **Mouvements de protestation et représentation identitaire : l'émergence politique de la nation crie entre 1971 et 1995.** *Revue internationale d'études canadiennes*. No 20 (Automne 1999). P. 1-121

« Étude de la mobilisation des Cris de la Baie James contre les projets hydro-électriques du gouvernement du Québec, et plus particulièrement de l'évolution de leur représentation identitaire sur la scène québécoise puis internationale. »

155. Picard, Raphaël. **Le droit des Innus à la cogestion des ressources naturelles sur leur Nitassinan.** *Recherches amérindiennes au Québec.* Vol. 35, no 2 (2005). P. 94-96

« Texte d'une déclaration de Raphaël Picard, chef du Conseil des Innus de Pessamit, au nom du Conseil des Innus du Nitassinan et de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador, présentée en mai 2005 à la quatrième séance de l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones. »

156. Portail des autochtones du Canada. **Revendications et traités.**

<http://www.autochtonesauCanada.gc.ca/acp/site.nsf/fr/ao20239.html>

157. Québec (Province). Assemblée nationale. Commission permanente de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales. **Entendre les représentations des autochtones et des divers groupes et organismes autochtones sur les droits et les besoins fondamentaux des Amérindiens et des Inuits : mémoires et documents, Commission élue permanente de la présidence du conseil et de la constitution.** Québec : Secrétariat des commissions parlementaires, 1983.
A11X1 P71 1983c

158. Québec (Province). Ministère des affaires municipales. Bureau de coordination des affaires autochtones. **Négociations avec les Attikamecks et les Montagnais : rapport des consultations avec les MRC et les municipalités.** Québec : Bureau de coordination avec les affaires autochtones, 1995.
E99 A885 N384 Biblio Affaires municipales

1 vol.en pagination multiple.

159. Québec (Province). Secrétariat aux affaires autochtones. **Les Actes des colloques régionaux : pour une politique gouvernementale à l'égard des Autochtones.** Québec : Secrétariat aux affaires autochtones, 1992. 49 p.
A11A32 A58 1992

160. Québec (Province). Secrétariat aux affaires autochtones. **Les Autochtones et le Québec : le chemin parcouru.** Québec : Secrétariat aux affaires autochtones, 1991. 40 p.
A11A32 A88 1991

161. Québec (Province). Secrétariat aux affaires autochtones. **Les fondements de la politique du gouvernement du Québec en matière autochtone**. Québec : Publications du Québec, 1988. 50 p.
A11A32 F65 1988
162. **La question autochtone au Québec : mission de David Cliche, adjoint parlementaire du premier ministre pour les affaires autochtones au Parlement européen du 14 au 19 mai 1995**. Québec : Ministère du Conseil exécutif, Secrétariat aux affaires autochtones, 1995.
A11A32 Q48 1995 Biblio Cécile-Rouleau
- 1 vol en foliotation multiple.
163. **Revendications territoriales globales des nations atikamekw et montagnaise : offre du gouvernement du Québec**. Québec : Secrétariat aux affaires autochtones, 1994. 44 p.
A11A31 R48 1994 Biblio Cécile-Rouleau
164. Robert, Véronique. **La grande cabane**. *Actualité*. Vol. 12, no 10 (Octobre 1987). P. 46-57
- « Revendications autonomistes des Mohawks de la réserve Kahnawake, au Québec. »
165. Rochon, Monique; Lepage, Pierre. **Le choc collectif : rapport de la Commission des droits de la personne du Québec**. Montréal : Commission des droits de la personne du Québec, 1991. 142 p.
J8D7 C46 1991
- En tête du titre : Oka-Kanehsatake - été 1990.
166. Rousseau, Jean. **Les nouveaux défis des Cris de la Baie James à l'heure de la globalisation : penser le politique au-delà du projet néo-libéral**. *Recherches amérindiennes au Québec*. Vol. 31, no 3 (2001). P. 73-82
- « Analyse des contraintes imposées par la globalisation au mouvement mondial autochtone mettant en relief la déterritorialisation du politique et la marginalisation des peuples autochtones; illustration par le cas des Cris de la Baie James au Québec qui ont lutté depuis trente ans contre les projets de développement hydroélectrique. »
167. Rousseau, Jean. **La redéfinition des frontières politiques des Cris et des Inuits : vers la reconnaissance d'identités à géométrie variable**. *Études Inuit*. Vol. 25, no 1-2 (2001). P. 259-284
- « Étude du lien entre les nouveaux espaces politiques, les nouvelles formes de territorialité et la politique identitaire autochtone; illustration à partir des luttes menées pas les Cris et les Inuits contre le projet de développement

hydroélectrique de la Baie James entre 1970 et 1994. »

168. Rousselle, Serge. **La définition des droits existants des peuples autochtones.** In *La diversité culturelle et le droit des minorités : une histoire de développement durable.* Cowansville : Éditions Yvon Blais , 2006. P. 162-257
347.1028 R866 2006

169. Salée, Daniel. **L'État québécois et la question autochtone.** In *Québec : État et société.* Montréal : Éditions Québec Amérique, 2003. P. 117-147
971.404 Q3so 2003

170. Scott, Colin H. Sous la dir. **Aboriginal autonomy and development in Northern Quebec and Labrador.** Vancouver : UBC Press, 2001. 436 p.

« La première partie porte sur les changements territoriaux qu'ont connus les peuples autochtones du Nord du Québec et du Labrador. Les différentes analyses montrent que leur résistance politique s'est traduite par un affrontement entre deux logiques territoriales s'articulant autour de formes spécifiques de territorialité : une logique de tutelle et de protection de terres ancestrales ancrée sur des pratiques symboliques et économiques vis-à-vis une logique de souveraineté étatique basée sur la propriété du sol et la délimitation de frontières [...] La deuxième partie porte sur les conflits autour de la réalisation de projets de développement et de la conservation des ressources naturelles. Un changement important des dernières années a été l'ouverture à une participation des peuples autochtones dans la gestion des ressources fauniques et forestières. »

171. **Synthèse de l'offre globale du gouvernement du Québec aux nations atikamekw et montagnaise.** Québec : Secrétariat aux affaires autochtones, 1994. 12 p.
A11A32 R48 1994 Synthèse Biblio Cécile-Rouleau

Autre titre : Offre du Québec dans le cadre de la négociation des revendications territoriales globales des nations atikamekw et montagnaise.

172. Trudel, Pierre. **Innus contre Canada, Québec et Kruger.** *Recherches amérindiennes au Québec.* Vol. 35, no 2 (2005). P. 91-94

« Examen des arguments présentés par les procureurs du Québec et du Canada dans la cause impliquant les Innus de Pessamit (Betsiamites) qui s'opposent à l'exploitation forestière de l'île René-Levasseur, île formée lors de l'inondation des terres provoquée par le barrage Daniel-Johnson; analyse de la décision de la juge Danielle Grenier de la Cour supérieure du Québec. »

- 173. Un aperçu de la négociation de la revendication des Atikamekw et des Montagnais.**
Québec : Conseil des Atikamekws et des Montagnais, 1993. 9 p.
A11A32 A64 1

En collaboration avec le Secrétariat aux affaires autochtones et le Ministère des affaires indiennes et du Nord canadien.

LISTE DES TITRES PARUS

DANS LA SÉRIE « BIBLIOGRAPHIES »

- No 1 Privatisation/Gilberte Boilard (octobre 1986) - 50 p. [Épuisé]
- No 2 Déréglementation/Vy-Khanh Nguyen (décembre 1986) - 121 p. [Épuisé]
- No 3 Charte de la langue française : Loi 101/Gilberte Boilard (janvier 1987) - 62 p. [Remplacé par le no 23]
- No 4 Les nouveaux libéralismes économiques/Joëlle Desjardins (mars 1987) - 48 p. [Épuisé]
- No 5 Politique de l'habitation/Vy-Khanh Nguyen (mai 1987) - 54 p. [Épuisé]
- No 6 Réforme de la taxe foncière/Joëlle Desjardins (avril 1987) - 10 p. [Épuisé]
- No 7 Politique industrielle/Joëlle Desjardins (mai 1987) - 28 p.
- No 8 Francophonie/Gilberte Boilard (mai 1987) - 78 p. [Épuisé]
- No 9 Équité salariale/Marie-France Boulet (mai 1987) - 17 p. [Épuisé]
- No 10 Réforme fiscale/Joëlle Desjardins (juillet 1987) - 39 p. [Épuisé]
- No 11 Politique de l'environnement/Marie-France Boulet (octobre 1987) - 41 p.
- No 12 Organisation policière/Gilberte Boilard (décembre 1987) - 26 p.
- No 13 Subventions agricoles, 1980-1987/Joëlle Desjardins (décembre 1987) - 23 p.
- No 14 Le Whip/Joëlle Desjardins (février 1988) - 11 p.
- No 15 Discipline de parti/Gilberte Boilard (avril 1988) - 23 p.
- No 16 Clause nonobstant, 2^e édition/Gilberte Boilard, Joëlle Desjardins (juin 1993) - 50 p.
- No 17 Heures d'affaires dans les établissements commerciaux le dimanche/Gilberte Boilard, Nicole Dufresne (novembre 1988) - 8 p.
- No 18 Municipalités régionales de comté/Gilberte Boilard (décembre 1988) - 12 p.
- No 19 Relations entre le Québec et les États-Unis/Guy Dionne (décembre 1988) - 5 p.
- No 20 Privatisation des services de santé 1985-1988/Joëlle Desjardins (février 1989) - 13 p.
- No 21 L'accord du Lac Meech, 3^e édition/Joëlle Desjardins (décembre 1990) - 68 p.
- No 22 Privatisation 1986-1988, 2^e édition/Gilberte Boilard (décembre 1988) - 52 p.
- No 23 Charte de la langue française (Loi 101), 2^e édition/Gilberte Boilard (septembre 1988) - 115 p.
- No 24 Charte de la langue française (Loi 101), (septembre 1988 - septembre 1992)/Gilberte Boilard (septembre 1992) - 120 p.

- No 25 Avortement : prises de position et aspects juridiques/Gilberte Boilard (mai 1989) - 43 p.
- No 26 Entreprises internationales, transnationales et multinationales/Johan Nadeau (janvier 1988) - 64 p.
- No 27 Politiques d'immigration et d'accueil des réfugiés/Nicole Dufresne (juillet 1989) - 39 p.
- No 28 Adoption internationale 1980-1989/Joëlle Desjardins (août 1989) - 12 p.
- No 29 Référendums (1979-1989), 2^e édition/Nicole Dufresne (novembre 1989) - 50 p.
- No 30 Taxe sur les produits et services (Phase II du Livre blanc sur la réforme fiscale)/ Gilberte Boilard (novembre 1989) - 31 p.
- No 31 Chartes, déclarations, recommandations et ententes concernant l'environnement/Nicole Dufresne (décembre 1989) - 17 p.
- No 32 L'État et les personnes âgées/Guy Dionne (février 1992) - 21 p.
- No 33 Édition du livre au Québec 1980-1990 (mise à jour du Biblio Éclair no 49 paru en décembre 1980 : "L'industrie de l'édition au Québec")/Gilberte Boilard (janvier 1990) - 20 p.
- No 34 Ombudsman - Statut, rôle, pouvoirs, organisation/Joëlle Desjardins (février 1990) - 48 p.
- No 35 Conflits d'intérêts 1988-1990/Gilberte Boilard (avril 1990) - 46 p.
- No 36 Gestion des déchets domestiques/Nicole Dufresne (avril 1990) - 39 p.
- No 37 Statut de l'artiste/Gilberte Boilard (juin 1990) - 92 p.
- No 38 Développement durable/Nicole Dufresne (juin 1991) - 23 p.
- No 39 Le vieillissement de la population - 1980-1991/Joëlle Desjardins (septembre 1991) - 39 p.
- No 40 Le député québécois/Nicole Dufresne (juin 1991) - 37 p.
- No 41 L'accès aux documents des organismes publics 1980-1991/Gilberte Boilard (octobre 1991) - 81 p.
- No 42 L'informatique dans les Parlements (2^e édition)/Joëlle Desjardins (mars 1994) - 31 p.
- No 43 La vie privée et l'informatique/Maria Buttazoni (décembre 1991) - 44 p.
- No 44 Bibliothèques parlementaires : histoire, fonctions, services/Gilberte Boilard et Jean-Luc Fortin (février 1992) - 78 p.
- No 45 Référendums (1989-1992)/Nicole Dufresne (août 1992) - 22 p.
- No 46 La présidence des Assemblées parlementaires/Joëlle Desjardins (juin 1993) - 146 p.
- No 47 Les femmes et la politique aujourd'hui/Deirdre Moore (juin 1993) - 24 p.
- No 48 Le financement des partis politiques/Nicole Dufresne (novembre 1993) - 24 p.
- No 49 L'administration des parlements/Joëlle Desjardins (février 1994) - 29 p.
- No 50 Conflits d'intérêts et éthique chez les élus, 1990-1994/Gilberte Boilard (février 1994) - 41 p.

- No 51 Le personnel des parlements 1975-1994/Joëlle Desjardins (mai 1994) - 46 p.
- No 52 Décroissance des fonctions publiques/Patrick Cossette (juin 1994) - 14 p.
- No 53 Réforme parlementaire 1980-1995/Gilberte Boilard, Joëlle Desjardins (juin 1995) -102 p.
- No 54 L'accord du lac Meech septembre 1992 à novembre 1995/Joëlle Desjardins (janvier 1996) [*Cette bibliographie complète le no 21 - 3^e édition publié en septembre 1992*] - 33 p.
- No 55 Parlement et médias 1985-1996/Gilberte Boilard, Joëlle Desjardins (mai 1996) - 12 p.
- No 56 Charte de la langue française - septembre 1992 - septembre 1996/Gilberte Boilard (octobre 1996) - 70 p.
- No 57 Privatisation de l'eau/Gilberte Boilard (décembre 1996) - 11 p.
- No 58 L'imputabilité/Joëlle Desjardins, Guy Dionne (janvier 1997) - 56 p.
- No 59 Francophonie 1987-1997/Gilberte Boilard (février 1997) - 23 p.
- No 60 Le Lobbying 1985-1997/Gilberte Boilard (juillet 1997) - 33 p.
- No 61 Ombudsman 1990-1997/Joëlle Desjardins (juillet 1997) - 25 p. [Mise à jour du no 34]
- No 62 Obstacles à la participation politique des femmes 1987-1997/Gilberte Boilard (janvier 1998) - 31 p.
- No 63 Parlement et médias 1996-1998/Service de référence, Bibliothèque de l'Assemblée nationale (mars 1998) - 8 p. [Mise à jour du no 55]
- No 64 Discipline de parti 1988-1998/Gilberte Boilard (novembre 1998) - 20 p. [Mise à jour du no 15]
- No 65 Le Whip 1988-1998/Joëlle Desjardins (novembre 1998) - 9 p. [Mise à jour du no 14]
- No 66 La Présidence des Assemblées parlementaires/Joëlle Desjardins (avril 1999) - 22 p. [Mise à jour du no 46]
- No 67 Modes de scrutin 1980-2001/Gilberte Boilard et Susanne Brillant (février 2002) - 57 p. [2^e édition augmentée]
- No 68 Les nouvelles formes de travail/Nicole Dufresne (août 1999) - 51 p.
- No 69 Le commerce électronique (1995-1999)/Marie-Hélène Fournier (oct. 1999) - 22 p.
- No 70 Conflits d'intérêts et éthique chez les élus 1994-1999/Gilberte Boilard (décembre 1999) - 32 p.
- No 71 Référendums (1992-1999)/Marie-Hélène Fournier (décembre 1999) - 37 p.
- No 72 Démocratie électronique 1995-1999/Joëlle Desjardins (février 2000) - 23 p.
- No 73 Le rôle du député (1991-2000)/Joëlle Desjardins (février 2000) - 27 p.
- No 74 Revenu de citoyenneté/Gilberte Boilard (février 2000) - 12 p.
- No 75 Organisation mondiale du commerce et mondialisation (1996-2000)/Marie-Hélène Fournier (mars 2000) - 24 p.
- No 76 La crise de confiance envers la classe politique (1990-2000)/Gilberte Boilard (avril 2000) - 32 p.

- No 77 Réforme parlementaire (1995-2000)/Gilberte Boilard (mai 2000) - 27 p.
- No 78 Culture, identité nationale et mondialisation : documents publiés entre 1994 et 2000/Marie-Hélène Fournier (juin 2000) - 21 p.
- No 79 Les commissions parlementaires 1990-2000/Joëlle Desjardins (avril 2001) - 41 p.
- No 80 Vote électoral par Internet/Gilberte Boilard (mai 2001) - 7 p.
- No 81 Vote électronique dans les parlements/Marc Audet (juin 2001) - 7 p.
- No 82 Le capital social/Nicole Dufresne (août 2001) - 12 p.
- No 83 Les bibliothèques parlementaires, histoire, fonctions, services 1992-2002/Gilberte Boilard (juin 2002) - 17 p.
- No 84 Administration du Parlement 1994-2002/Joëlle Desjardins (septembre 2002) - 10 p.
- No 85 Le lobbying 1997-2002/Gilberte Boilard (octobre 2002) - 12 p. [Mise à jour du no 60]
- No 86 Les soins palliatifs 1991-2002/Luc Boudreau (mars 2003) - 11 p.
- No 87 Les budgets sexospécifiques 1999-2003/Joëlle Desjardins (mars 2003) - 10 p.
- No 88 Les Parlements à l'heure de la mondialisation 1996-2003/Gilberte Boilard - Joëlle Desjardins et Marie-Hélène Fournier (avril 2003) - 10 p.
- No 89 Logement social 1980-2000/Marie-Hélène Fournier (avril 2002) - 13 p.
- No 90 Mesures incitatives à l'accès des femmes aux fonctions électives 1992-2003/Gilberte Boilard (août 2003) - 13 p.
- No 91 Démocratie électronique 1999-2003/Luc Boudreau (septembre 2003) - 11 p. [Mise à jour du no 72]
- No 92 Les parlements et les technologies de l'information 1999-2003/Joëlle Desjardins (octobre 2003) - 18 p.
- No 93 Le financement des universités 1995-2003/Susanne Brillant (décembre 2003) - 26 p.
- No 94 Réformes administratives 1995-2003/Gilberte Boilard (octobre 2003) 19 p.
- No 95 Le déséquilibre fiscal 1999-2003/Joëlle Desjardins (janvier 2004) - 6 p.
- No 96 L'exode rural des jeunes au Québec et au Canada 1995-2003/Luc Boudreau (octobre 2003) - 5 p.
- No 97 Partenariats public-privé 2000-2004/Gilberte Boilard (septembre 2004) 17 p.
- No 98 Partenariats public-privé-secteur Eau 2004/Gilberte Boilard (octobre 2004) 15 p.
- No 99 Commissions parlementaires/Marie-Hélène Fournier 2000-2004, novembre 2004 14 p.
- No 100 Modes de scrutin 2002-2004/Marie-Hélène Fournier (mars 2005) 19 p.
- No 101 La présidence des Assemblées parlementaires 1993-2005/Joëlle Desjardins (avril 2005) 31 p. [Mise à jour du no 66]

- No 102 Perception des citoyens des institutions politiques/Gilberte Boilard (mai 2005) 18 p. [Mise à jour du no 76]
- No 103 Vote électronique et vote électoral par Internet/Martin Pelletier (mai 2005) 21 p. [Mise à jour du no 80]
- No 104 Réforme parlementaire/Joëlle Desjardins (mai 2005) 31 p. [Mise à jour du no 53 (1980-1995) et du no 77 (1995-2000)]
- No 105 Rôle du député 2000-2005/Gilberte Boilard (juin 2005) 26 p. [Mise à jour des nos 40 et 73]
- No 106 Discipline de parti 1999-2005/Joëlle Desjardins (juillet 2005) 29 p. [Mise à jour du no 64 (1988-1998)]
- No 107 Transfuges au sein des partis politiques/Joëlle Desjardins (juillet 2005) 23 p.
- No 108 Conflits d'intérêts et éthique chez les élus 2000-2005/Martin Pelletier (septembre 2005) 30 p. [Mise à jour du no 50 (1990-1994) et du no 70 (1994-1999)]
- No 109 Jeunes et vie politique/Gilberte Boilard (novembre 2005) 23 p.
- No 110 Éducation à la citoyenneté 1996-2006/Gilberte Boilard (janvier 2006) 22 p.
- No 111 Les services gouvernementaux en ligne/Martin Pelletier (mars 2006) 47 p.
- No 112 Droit de vote à 16 ans/Gilberte Boilard (mai 2006) 10 p.
- No 113 Protection des dénonciateurs (Whistleblowers) dans la fonction publique/Eugène Lakinsky (septembre 2006) 15 p.
- No 114 Immigration. Sélection et intégration des immigrants/Eugène Lakinsky (novembre 2006). 19 p.
- No 115 Charte de la langue française/Gilberte Boilard (novembre 2006) 52 p.
- No 116 Poursuite stratégique contre la mobilisation publique/Eugène Lakinsky (février 2007) 17 p.
- No 117 Accommodements raisonnables en matière religieuse/Gilberte Boilard (avril 2007) 34 p.
- No 118 États-Unis: système politique, politique étrangère, sécurité et système de santé/Eugène Lakinsky (avril 2007) 18 p.
- No 119 Relations « Québec – États-Unis »/Eugène Lakinsky (avril 2007) 23 p.
- No 120 Le fédéralisme/Martin Pelletier (mai 2007) 75 p.
- No 121 Relations « Canada – États-Unis »/Eugène Lakinsky (mai 2007) 26 p.
- No 122 Charte des droits et libertés/Gilberte Boilard (août 2007) 19 p.
- No 123 Autochtones/Gilberte Boilard (février 2008) 37 p.